



## Dossier

# BILAN DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES (PAS) 2018-2020 DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ÉCONOMIE

### Actualité

**Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI)**  
Près de 20 milliards de FCFA accordés à plus de 80.000 acteurs en 2020

### Les Signaux forts de l'Économie

**Évolution des principaux agrégats de l'économie ivoirienne à fin décembre 2020**

### Chronique

**Les Ressources Humaines, la communication et la conduite du changement à l'ère du numérique**

### Lucarne



**Dr. SAIN Oguié, Directeur Général de l'Économie:**  
« La DGE ambitionne d'être une administration moderne et performante au service du développement de la Côte d'Ivoire »



# ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET POLITIQUE QUALITE



Union - Discipline - Travail

## DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

La Direction Générale de l'Économie (DGE) a pour missions essentielles de contribuer à définir, suivre et évaluer la politique économique et financière de l'Etat, suivre les questions d'intégration économique régionale et promouvoir la coopération économique.

La réalisation de ces missions tient compte de la nécessité de répondre de façon permanente et efficace aux besoins et attentes de ses parties intéressées. Pour ce faire, la DGE ambitionne, à travers son engagement à la démarche qualité, d'être une « **Administration moderne et performante au service du développement de la Côte d'Ivoire** ».

Cette vision s'articule autour de trois (03) axes majeurs :

- I. **Elaborer et piloter la politique économique de la Côte d'Ivoire ;**
- II. **Promouvoir les affaires économiques extérieures ;**
- III. **Poursuivre l'amélioration de la gouvernance et la modernisation de la DGE.**

Ces axes sont déclinés en sept (07) objectifs qualité énumérés ci-après :

1. **Renforcer les statistiques, les prévisions et les études économiques ;**
2. **Améliorer le suivi des politiques économiques et stratégies de développement ;**
3. **Promouvoir l'économie de la Côte d'Ivoire au plan national, régional et international ;**
4. **Renforcer la coopération économique régionale et sous régionale ;**
5. **Renforcer la coopération économique internationale ;**
6. **Renforcer le cadre institutionnel et les capacités opérationnelles ;**
7. **Créer un environnement de vie et de travail propice à l'épanouissement des agents.**

Pour l'atteinte de ces objectifs, je m'engage à fournir les ressources nécessaires à la mise en œuvre de notre Système de Management de la Qualité (SMQ), à satisfaire aux exigences applicables et à améliorer en permanence son efficacité.

A cet effet, le Service en charge de la Qualité assure la coordination de la mise en œuvre du SMQ, veille à sa cohérence avec le Plan d'Actions Stratégiques et me rend compte de son fonctionnement.

L'évaluation de notre système qualité sera faite par des revues de processus, des revues de direction et des audits qui permettront de maintenir le dynamisme d'amélioration continue en vue d'apporter à nos parties intéressées le meilleur niveau de service.

L'expression du talent de chacun de nous est la meilleure garantie de réussite de notre démarche qualité. J'invite donc l'ensemble du personnel, en qui je place toute ma confiance, à s'approprier ces objectifs pour le succès de ce projet.

Fait à Abidjan, le **08 MAI. 2019**

Le Directeur Général



Dr SAIN Oguié

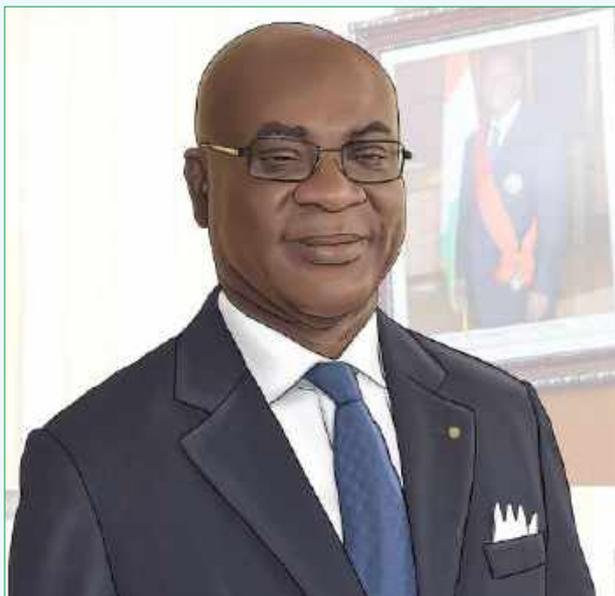
VERSION 00

6<sup>ème</sup> étage de l'immeuble SCIAM - Plateau, Avenue Marchand

BP V 163 Abidjan - Côte d'Ivoire

+ 225 20 20 09 09 / 03

+ 225 20 22 54 36



**Dr. SAIN Oguié**  
Directeur Général de l'Économie

**« Au terme des travaux, un satisfecit général à près de 90% du PAS 2020 et de 65% sur le bilan triennal 2018-2020, a été dégagé sur l'ensemble des activités de la Direction Générale. Avec la note particulière de 100% de taux de réalisation des actions de la DGE inscrites au Plan d'Actions Opérationnelles (PAO) 2020 du Ministère de l'Économie et des Finances ».**

Ce sixième numéro du Journal de DGE (Direction Générale de l'Économie) accorde sa Une à la « **Validation du bilan du Plan d'Actions Stratégiques 2018-2020 et élaboration du PAS 2021-2025** » suite à un Comité de Direction extraordinaire élargi aux points focaux du Comité d'Elaboration et de Suivi d'Évaluation du Plan d'Actions Stratégiques de la DGE (CES-PAS), le jeudi 28 janvier 2021, à l'hôtel "La Rose Blanche" de Cocody-Angré.

Au terme des travaux, un satisfecit général à près de 90% du PAS 2020 et de 65% sur le bilan triennal 2018-2020, a été dégagé sur l'ensemble des activités de la Direction Générale. Avec la note particulière de 100% de taux de réalisation des actions de la DGE inscrites au Plan d'Actions Opérationnelles (PAO) 2020 du Ministère de l'Économie et des Finances.

L'occasion fut belle aussi pour

lancer les grands traits et les promesses d'un nouveau PAS 2021-2025 avec l'ambition de faire de la DGE **une administration moderne et performante au service du développement de la Côte d'Ivoire**.

Ce bilan nettement positif a inspiré, dans ce numéro, une très belle chronique sur le profond changement de la méthode de travail à la DGE. Pour garder le niveau de performance que la Direction Générale a toujours eu, le télé travail a été intégré aux habitudes des agents.

Au fil de votre lecture, vous trouverez dans la rubrique santé et bien-être, la batterie d'efforts fournis par le Gouvernement pour mettre à la disposition de la population près de 504.000 doses du vaccin AstraZeneca/Oxford et seringues contre le COVID19.

Vous serez édifiés aussi, dans les espaces juridique et qualité, respectivement sur le devoir de réserve du fonctionnaire et le management du risque dans le processus de certification globale de la DGE.

Bonne lecture !



## EDITORIAL

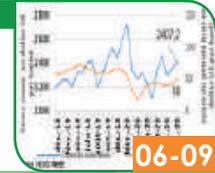
- ▶ Mot du Directeur Général de l'Economie,  
**Dr. SAIN Oguié**



03

## LES SIGNAUX FORTS DE L'ÉCONOMIE

- ▶ Evolution des principaux agrégats de l'économie ivoirienne à fin décembre 2020



06-09

## DOSSIER

- ▶ **BILAN DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES (PAS 2018-2020)**



10-11

## ACTUALITE

- ▶ **Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI)**  
Près de 20 milliards de FCFA accordés à plus de 80.000 acteurs en 2020
- ▶ **20<sup>ème</sup> Promotion du Programme de Formation en Gestion de la Politique Économique (GPE)**  
44 auditeurs décrochent leur diplôme dont Six (6) agents de la Direction Générale de l'Economie



12-13



14-15

## LUCARNE

- ▶ **Dr. SAIN Oguié, Directeur Général de l'Economie:**  
« La DGE ambitionne d'être une administration moderne et performante au service du développement de la Côte d'Ivoire »



16-17

## CHRONIQUE

- ▶ Les Ressources Humaines, la communication et la conduite du changement à l'ère du numérique



18

## ESPACE QUALITE

- ▶ Le management du risque dans le processus de certification globale de la DGE (1<sup>ère</sup> partie)



19-21

## ESPACE JURIDIQUE (DROITS ET DEVOIRS)

- ▶ Le devoir de réserve du fonctionnaire



22

## SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

- ▶ **Lutte contre le COVID-19**  
La Côte d'Ivoire reçoit 504.000 doses de vaccin



23



**Directeur de Publication**

Dr. SAIN Oguié  
*Directeur Général de l'Economie*

**Directeur de Rédaction / Rédacteur en Chef**

Colette CROLEY  
*Sous-directeur de la Communication et de la Documentation*

**Comité de rédaction**

- ADJEMIEN Dongo
- Medjofo BAKAYOKO
- Olivier DJIKE
- Jules MOGNIN
- Ange ZADI
- Joël BROH
- ANOH Kouao

**Infographie**

Stéphane KOUAKOU

Ghislain Sémahé MINNAIN

**Photo**

Stéphane KOUAKOU  
 Ghislain Sémahé MINNAIN

**Dessin**

Ephrem KOUASSI

**Email**

dgecom@dge.gouv.ci

**Site web**

www.dge.gouv.ci

**Contact**

27 20 20 09 09

**Situation géographique**

Abidjan-Plateau, Imm.SCIAM, 6<sup>ème</sup> étage

**Les Magazines de la Direction Générale de l'Economie**



## EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGRÉGATS DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE À FIN DÉCEMBRE 2020

### 1 MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DES CHANGES

#### Evolution contrastée des cours des principaux produits de base

Le marché des matières premières a enregistré une progression des cours moyens du cacao (+1,2%), du café (+7,4%), de l'huile de palme (+27,1%) et de l'or (+27,1%) en 2020. Par contre, le cours du pétrole brut (-35,1%), du caoutchouc (-5,5%) et du coton (-7,7%) ont régressé. En ce qui concerne l'anacarde, les offres de prix en direction de la Côte d'Ivoire ont évolué de 1 400 USD/tonne en février 2020 à des niveaux compris entre 850 et 1 100 USD/tonne sur le reste de l'année.

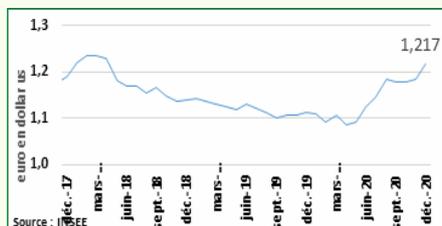
Graphique 1 : Evolution des cours du cacao et du pétrole brut



#### Renforcement de l'euro face aux principales monnaies en glissement annuel

En moyenne annuelle, l'euro s'est apprécié par rapport à la livre sterling (+1,4%), au dollar américain (+1,9%), au yuan renminbi (+1,8%) et au rand sud-africain (+16,0%) grâce notamment à l'orientation ultra-accommodante de la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne.

Graphique 2 : Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar



### 2 SECTEUR PRIMAIRE

#### Dynamique globalement favorable

Les évolutions des différentes cultures de l'agriculture d'exportation sont contrastées mais la croissance globale du secteur serait supérieure à la prévision annuelle, grâce notamment à un repli moins prononcé de la production cacaoyère et la hausse significative de la production de caoutchouc.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	Réel 12 mois 2019	Réel 12 mois 2020	Variation (%)	Prev. 2020
Cacao	2 215 626,1	2 332 687,0	+5,3	+1,2
Café	94 471,8	103 421,2	+9,5	+7,4
Noix de cajou	634 431,0	648 708,0	+2,3	+2,3
Anacardes	37 745,5	40 256,3	+6,7	+3,8
Banane dessert	499 275,3	508 198,4	+1,8	+2,0
Coton graine*	402 454,8	366 307,2	-9,0	-7,7
Soie	118 276,3	128 314,0	+8,5	+1,5
Caoutchouc naturel	712 339,8	749 276,0	+5,2	+10%
Région de palme	2 466 794,4	2 316 697,6	-6,1	0,1

Source : DGE, OPA, MINADER

La production de l'agriculture vivrière s'est accrue de 2,0% en volume, sous l'effet conjugué de la hausse des tubercules et des autres cultures vivrières de 5,1% et 4,1% respectivement ainsi que de la contraction des céréales de 10,5%. Toutefois, cette réalisation est en deçà de la prévision de croissance de

2,6%, en raison principalement de la chute de 21,4% de la production de riz paddy.

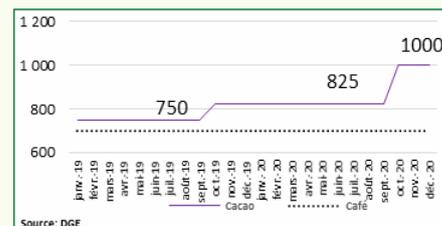
Tableau 2 : Variation en volume des principales branches de l'agriculture vivrière

(En %)	Réel 2019	Est. 2020	Prev. 2020
Secteur vivrier	1,7	2,0	2,6
Tubercules et Banane plantain	2,7	5,1	3,3
Céréales	-2,2	-10,5	-9,2
Autres produits vivriers	3,4	4,1	3,2

Source : DGE

Le prix au producteur de la noix de cajou (-11,1%) s'est contracté en relation avec la chute du prix international et malgré le soutien accordé par l'Etat. De même, le caoutchouc (-6,9%) a vu son prix bord reculé. A l'inverse, les prix moyens du cacao (+16,5%) et du coton (+9,5%) ont progressé tandis que celui du café est resté stable. Le cacao a bénéficié de l'application du différentiel de revenu décent.

Graphique 3 : Evolution des prix bord champ du cacao et café



Graphique 4 : Evolution des prix bord champ de noix de cajou, de caoutchouc et du coton

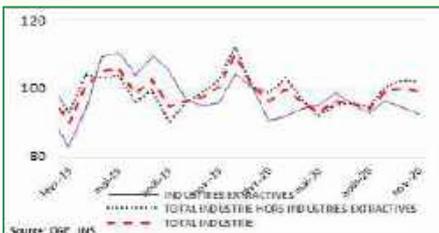


### 3 SECTEUR SECONDAIRE

#### Industries et BTP en berne

L'activité industrielle devrait s'afficher en repli en 2020, aussi bien dans le manufacturier que dans le secteur extractif, suite à la baisse de 1,9% enregistrée à fin novembre 2020. La production manufacturière a pâti des retraits de ses principales composantes, tandis que les industries extractives ont reculé sous l'effet de la baisse de la production de pétrole brut.

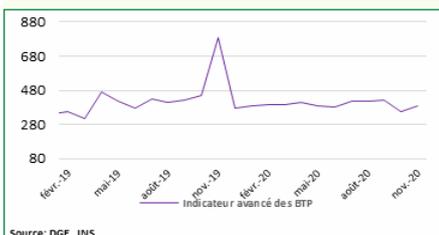
**Graphique 5 : Evolution de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)**



L'indicateur avancé du BTP a enregistré une baisse de 8,6% à fin novembre 2020.

Toutefois, ce niveau de repli qui n'intègre pas la production des nouvelles cimenteries pourrait masquer une situation moins morose de la branche d'activité, au regard des progressions des importations de ciment prêt à l'usage (+32,2%), de clinker (+19,5%) et des autres matériaux de constructions (+20,4%).

**Graphique 6 : Evolution de l'Indicateur Avancé des BTP (IA BTP)**



### 4 SECTEUR TERTIAIRE

#### Baisse quasi-générale dans le secteur tertiaire

Toutes les branches du secteur tertiaire ont affiché des baisses d'activités, à l'exception des du transport routier et des télécommunications qui ont tiré profit de la vulgarisation du télétravail. Ainsi, l'indice du Chiffre d'affaires (-3,5%), le nombre de passagers dans le transport aérien (-58,8%), les trafics de marchandises dans les transports maritime (-2,3%) et ferroviaire (-3,4%) ont reculé. La consommation des carburants gasoil et super s'est accrue de 1,0%, ce qui laisse entrevoir une hausse du transport routier.

**Tableau 3 : Variation en volume des principales branches de l'agriculture vivrière**

	12 mois 2019	12 mois 2020	Variation
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	148,0	142,9	-3,5%
Trafic global maritime - en milliers de tonnes	30 804,0	30 106,8	-2,3%
Total voyageurs aérien	1 884 256,0	838 992,0	-59,4%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise - en tonnes)	1 015 874,2	981 300,8	-3,4%

Source: DGE, BCEAO, AERIA, PAA, PASP

### 5 PRIX A LA CONSOMMATION

#### Accélération de l'inflation

L'inflation a connu un accroissement en 2020 après être restée en dessous de 1% les années précédentes. Toutefois, en dépit de la pression sur les prix des produits comestibles, elle a été contenue à 2,4%, dans la norme communautaire de 3% maximum grâce à l'accentuation du contrôle des prix, au plafonnement des prix de certains produits de premières nécessité et à la reprise de l'approvisionnement des marchés.

En termes d'origine, ce niveau d'inflation est induit par les prix des produits locaux qui ont

progressé de 3,4%, tandis que ceux des produits importés ont reculé de 1,1%.

**Graphique 7 : Variation de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages**



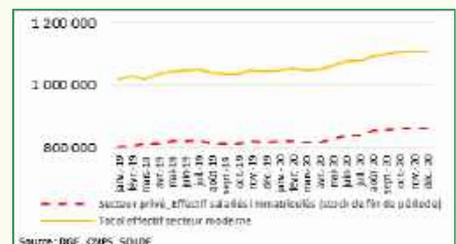
### 6 EMPLOI

#### Marché de l'emploi affecté par la crise sanitaire

Le marché de l'emploi formel a enregistré une progression de 6,1% du nombre de salariés pour se situer à 1 107 363. Cette évolution est imputable à la fois au secteur privé et au secteur public qui affichent des hausses respectives de 5,5% et 8,2% du nombre de salariés. L'accroissement du nombre de salariés du secteur privé est attribuable principalement à la régularisation de la situation de certains salariés qui n'étaient pas encore immatriculés à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

En ce qui concerne les personnes exerçant dans le secteur informel, elles se sont retrouvées encore plus fragilisées. Dans le milieu de l'agriculture d'exportation, les paysans ont été confrontés à des pertes de revenus liées à la mévente des produits.

**Graphique 8 : Evolution de l'effectif des salariés**

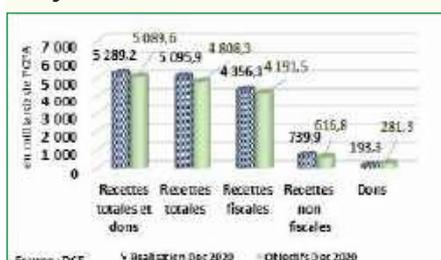


## 7 FINANCES PUBLIQUES

### Bon niveau de recouvrement des recettes

Les efforts de mobilisations des recettes fiscales et des recettes non fiscales ont permis d'atteindre un niveau de recouvrement de recettes et dons de 4 288,7 milliards, avec un excédent de 97,1 milliards par rapport l'objectif.

**Graphique 9 : Evolution des recettes et dons par rapport aux objectifs en 2020**



L'exécution des dépenses totales et prêts nets s'est élevée à 7 187,6 milliards, avec un dépassement de 13,6 milliards de l'objectif provenant principalement des subventions et transferts ainsi que des dépenses de fonctionnement.

**Graphique 10 : Evolution des dépenses par rapport aux objectifs en 2020**



Le déficit budgétaire est ressorti à 1 965,9 milliards soit 5,6% du PIB en-dessous du déficit prévisionnel de 2 084,5 milliards. Pour financer ce déficit budgétaire et assurer le remboursement du capital de la dette publique, les marchés sous régional et international ont été sollicités pour un montant total de 1 716,4 milliards.

## 8 COMMERCE EXTERIEUR

### Contraction des exportations plus prononcée que celle des importations

Les échanges extérieurs hors biens exceptionnels ont été caractérisés par une baisse en valeur aussi bien des exportations que des importations respectivement de 2,5% et de 0,5% en 2020.

Il est ressorti un solde commercial excédentaire de 1 054,5 milliards à fin décembre 2020 contre un excédent de 1 204,8 milliards en 2019, soit une régression de 12,5%. Les termes de l'échange se sont accrus de 7,6% sous l'effet d'une baisse des prix à l'exportation (-2,3%) moins prononcée que celle des prix à l'importation (-9,3%).

**Graphique 11 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)**



## 9 SITUATION MONETAIRE

### Bonne orientation du financement de l'économie

La situation monétaire est caractérisée par la mise en œuvre de mesures accommodantes pour endiguer les effets néfastes de la pandémie de la Covid-19 et soutenir la relance de l'activité économique post-covid-19. Ainsi, la masse monétaire au sens large (M2) s'est accrue de 21,1% en glissement annuel, sous l'effet de la progression des créances nettes sur

l'Administration Centrale de 40,0%, des créances sur l'économie de 9,2% et des actifs extérieurs nets (AEN) de 25,7%.

**Tableau 4: Situation monétaire en 2020**

	dec-19	dec-20	Variations	
			Absolute	Relative
Masse monétaire (M2)	10 790,1	13 042,6	2 272,5	21,1%
Monnaie fiduciaire	2 652,3	2 269,1	-383,2	-14,5%
Dépôts transférables	4 612,5	5 843,5	1 231,0	26,7%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	3 465,3	3 910,0	444,7	12,8%
Actifs extérieurs nets	2 497,5	3 139,7	642,2	25,7%
Créances intérieures	10 236,1	12 040,4	1 804,3	17,6%
Créances sur l'Administration Centrale	2 791,7	3 908,8	1 117,1	40,0%
Créances sur l'économie	7 444,3	8 131,7	687,4	9,2%

Source : DGE, BCEAO

En ce qui concerne les conditions de banque, les taux d'intérêt moyens appliqués sont ressortis à 6,4% pour les crédits ordinaires et 7,1% pour les effets de commerce escomptés identiques à leurs niveaux de l'année 2019. Par contre, le taux appliqué aux dépôts a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 4,7%.

Par ailleurs, les banques ont enregistré une légère dégradation de la qualité de leur portefeuille de crédit. Le taux brut de dégradation s'est situé à 8,81% à fin 2020 après 8,60% en 2019. De même, le taux net de dégradation est monté à 2,93% contre 2,81% l'année précédente.

## 10 MARCHÉ BOURSIER

### Poursuite de la baisse des indices boursiers amorcée depuis 2016

Les indicateurs de référence BRVM 10 et BRVM Composite ont fléchi respectivement de 18,9% et de 16,6%, en raison de la contre-performance de la plupart des indices boursiers sectoriels. Cependant, la capitalisation boursière a

augmenté de 16,1%.

S'agissant des transactions, elles ont fléchi de 19,5% en valeur comparativement à 2019. Par contre, la valeur totale transigée est ressortie en hausse de 76,0%.

**Graphique 12 : Principaux indicateurs du marché boursier**



Source: DPPSE / DGE



Dessin DGE

VQM 04

**LA VALEUR QUALITÉ DU MOIS**

**LA CONSCIENCE PROFESSIONNELLE**

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

**L'agent de la DGE doit :**

- être assidu et ponctuel ;
- accomplir ses tâches avec célérité et rigueur dans le respect des procédures en vigueur et des objectifs assignés.

SCD

VQM

AVRIL

2021

**Direction Générale de l'Économie**

Tel : 27 20 20 09 09 / BP V 143 Abidjan

Dessin DGE

# BILAN DU PLAN D' ACTIONS STRATEGIQUES (PAS 2018-2020)

## L'exécution du plan triennal positif



La photo de famille des membres du Comité de Direction et des points focaux du Comité d'Elaboration et de Suivi d'Evaluation du Plan d'Actions Stratégiques de la DGE.

Validation du bilan du Plan d'Actions Stratégiques 2018-2020 et élaboration du PAS 2021-2025 » : le pari a pu être tenu en 10 heures d'horloge par la Direction Générale de l'Economie (DGE), réunie en Comité de Direction élargi, le jeudi 28 janvier 2021, à l'hôtel "La Rose Blanche" de Cocody-Angré. Au terme de ces travaux, **Dr SAIN Oguié**, Directeur Général de l'Economie, a dit toute sa satisfaction sur le bilan triennal positif.

De fait, le Conseiller Technique du DGE, Mme **Geneviève ADJEI**, Vice-Présidente du Comité d'Elaboration et de Suivi

d'Evaluation du Plan d'Actions Stratégiques de la DGE (**CES-PAS**) a mis, lors des travaux, un point d'honneur sur l'ensemble des actions mises en œuvre sur la période 2018-2020.

**Un taux de réalisation de 90 % du P.A.S 2020**

En considérant le PAS triennal 2018-2020, sur les 99 actions inscrites, 62 ont été réalisées, soit un taux d'environ 65%. **Spécifiquement, le PAS 2020, malgré la pandémie à coronavirus, a connu un taux de réalisation de 90 % et un taux de 100 % pour les actions de la DGE inscrites au Plan**

**d'Actions Opérationnelles (PAO) 2020 du Ministère de l'Economie et des Finances.** De façon générale, des «*contraintes institutionnelles et financières*» n'ont pas permis la mise en œuvre de l'ensemble des actions prévues sur la période triennale.

**2021-2025, un nouveau P.A.S**

Engagés à faire de la DGE une administration moderne et performante, les responsables n'ont pas attendu longtemps pour mettre sur la table un autre PAS qui entend couvrir la période 2021-2025. Celui-ci s'inscrit dans la continuité de celui de 2018-2020. Les présentations, suivies



Dr SAIN Oguié, Directeur Général de l'Economie et le Conseiller Technique du DGE, Mme Geneviève ADJEL, Vice-Présidente du Comité d'Elaboration et de Suivi d'Evaluation du Plan d'Actions Stratégiques de la DGE (CES-PAS) ont été au cœur des discussions lors des travaux.

d'échanges, ont été faites par des Conseillers Techniques, les Directeurs Centraux et les Chefs de Services Rattachés.

### Défis de la DGE

Lors des différents travaux, en plus du bilan du PAS 2018-2020 et la présentation du PAS 2021-2025, une communication a été faite sur le thème : **«Quelle organisation efficace de la DGE pour une meilleure couverture de ses attributions»**, par le Conseiller Technique du DGE, M. **TANOH Olivier**. L'objectif est clair : doter la DGE d'un nouvel organigramme adapté à ses nouvelles exigences, et faire face aux défis actuels et à venir. Des innovations sont ainsi annoncées dans l'organigramme de la structure du Ministère de l'Economie et des Finances en charge des questions économiques. Il s'agit de propositions relatives à la création de directions régionales de l'économie qui épousent les pôles économiques compétitifs de la Côte d'Ivoire, la création

d'un Service d'audit général des services économiques et du renforcement du cadre institutionnel des services de promotion économiques à l'étranger.

La rencontre-retraite s'est également interrogée sur la dénomination actuelle de la Direction Générale de l'Economie.

Une équipe de réflexion a été mise en place à cet effet.

### Priorités de la DGE en 2021

Lors de cette rencontre du Comité de Direction (CODIR) élargie aux points focaux du Comité d'Evaluation et du Suivi (CES) du PAS, le Directeur Général de l'Economie a réaffirmé ses priorités pour l'année 2021. Il s'agit de mettre un focus à la fois sur les ressources humaines et la communication. La Direction Générale de l'Economie, soutient **Dr SAIN Oguié**, produit d'importants documents qui méritent d'être connus par l'ensemble des

acteurs économiques et les partenaires au développement.

Source : SCD

## LES COULISSES

- Dès 7h30, tout était presque prêt pour le démarrage des travaux.
- Le 1<sup>er</sup> Comité de direction a été marqué par des discussions de haut niveau, et surtout dans une ambiance chaleureuse.
- Les discussions, échanges et contributions étaient tellement intenses que les participants, sur recommandation de Monsieur le Directeur Général, **Dr SAIN Oguié**, ont dû prendre la pause-café, dans l'après-midi, dans la salle des travaux.
- Dans un contexte de COVID-19, Monsieur le Directeur Général a mis un point d'honneur sur le respect des mesures visant à lutter efficacement contre la pandémie : port du masque obligatoire, gel hydro-alcoolique, etc.
- Les coupures d'électricité n'ont aucunement pas empêché le bon déroulement des travaux.
- Débutés à 9H, c'est à 19H que les travaux se sont achevés.

## FONDS D'APPUI AU SECTEUR INFORMEL (FASI)

Près de 20 milliards de FCFA accordés à plus de 80.000 acteurs en 2020



Crédit Photo: DGE

Dr SAIN Oguié (1<sup>ère</sup> rangée au centre), Président du FASI, par ailleurs Directeur Général de l'Economie (DGE) avec les différents participants.

**A**vec l'engagement de l'Etat visant à soutenir le secteur informel dans un contexte de crise sanitaire mondiale marqué par le COVID-19, ce sont près de 20 milliards de FCFA qui ont été accordés à plus de 80.000 acteurs en 2020. Ce, dans le cadre du Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI).

Pour une meilleure efficacité de ce Fonds, son Comité de gestion, présidé par **Dr SAIN Oguié**, par ailleurs Directeur Général de l'Economie (DGE), s'est réuni en atelier bilan portant sur les activités de l'année 2020 et les perspectives du FASI, à Grand-

Bassam, le 3 février 2021. Cette importante rencontre de 48 heures à laquelle ont pris part une trentaine de participants issus de l'administration publique, d'organisations en charge des collectivités territoriales et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), a clos ses portes le 4 février 2021.

L'objectif de cette retraite a permis de capitaliser sur les acquis du dispositif actuel de financement du FASI, de réfléchir également aux perspectives de pérennisation afin de réussir la transition du secteur informel vers le formel. « *Les mécanismes d'accompagnement des*

*programmes et projets via ce fonds devront garantir sa reconstitution à terme pour impulser une dynamique durable de conversion du secteur informel en un secteur formel viable, créateurs de richesses et d'emplois décents* », a expliqué le président du FASI à l'ouverture des travaux. Avec l'appui à plus de 80.000 acteurs, selon **Dr SAIN Oguié**, le niveau de consommation de la dotation du FASI au titre de l'exercice budgétaire 2020 s'est situé à près de 98%.

Dans le cadre de ses activités le Comité de gestion et le Secrétariat exécutif ont mené



Crédit Photo: DGE

Dr SAIN Oguié, Président du Comité de Gestion du FASI, Directeur Général de l'Économie, a souligné que le niveau de consommation de la dotation du FASI au titre de l'exercice budgétaire 2020 se situe à près de 98%.

plusieurs activités du 15 mai au 31 décembre 2020. Tout en félicitant le Comité de gestion et le Secrétariat exécutif du FASI pour le remarquable travail abattu, le président du Fonds a rappelé aux membres que le gouvernement attend beaucoup d'eux pour une « meilleure protection des populations et des entreprises ».

### Perspectives du FASI en 2021

C'est une nouvelle qui devrait ravir davantage les acteurs du secteur informel. Pour 2021, l'enveloppe consacrée aux futurs bénéficiaires du FASI devrait passer à 30 milliards de FCFA contre 20 milliards l'an dernier. De même, pour cette année, les dirigeants du FASI, dans le cadre de leurs missions, envisagent la réalisation d'une mission de suivi des bénéficiaires afin de

mesurer l'impact à court terme des subventions accordées aux acteurs du secteur informel sur leurs activités économiques. Les premiers responsables du FASI comptent également s'assurer de l'effectivité de

**“C'est une nouvelle qui devrait ravir davantage les acteurs du secteur informel. Pour 2021, l'enveloppe consacrée aux futurs bénéficiaires du FASI devrait passer à 30 milliards de FCFA contre 20 milliards l'an dernier”**

l'activation du guichet d'octroi de prêts aux demandeurs par le refinancement des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), s'assurer de la conception et la mise en œuvre des programmes de formation et d'encadrement des bénéficiaires. L'autre défi sera celui de conduire un processus de sélection des acteurs du secteur informel susceptibles de s'inscrire dans

un programme spécifique en vue de leur formalisation en partenariat avec des cabinets et ONG disposant d'expérience avérée dans l'encadrement des acteurs du secteur informel.

En vue de juguler la crise sanitaire et d'atténuer son impact sur les populations et les acteurs économiques des secteurs formels et informels, le

gouvernement, dans le 1<sup>er</sup> semestre 2020, a mis en œuvre, en complément au Plan de Riposte Sanitaire doté d'un montant de 95,88 milliards FCFA, un Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire évalué à 1 700 milliards F CFA. Le secteur informel étant un maillon important en termes de contribution

à l'emploi et à la formation du Produit Intérieur Brut, le Gouvernement lui a dédié, un Fonds d'un montant cible de 100 milliards de FCFA.

L'objectif du FASI est de mettre des ressources à disposition des acteurs du secteur informel pour le financement de leurs activités et de les accompagner à la formalisation.

Source : SCD

## 20<sup>ème</sup> PROMOTION DU PROGRAMME DE FORMATION EN GESTION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE (GPE)

44 auditeurs décrochent leur diplôme dont six (6) agents de la Direction Générale de l'Economie



Credit Photos: DGE

Les six (6) agents de la Direction Générale de l'Economie (DGE) qui ont bénéficié de la formation.

Après 12 mois, le rideau s'est refermé sur le Programme de formation en Gestion de la Politique Économique (GPE-Abidjan) pour 46 auditeurs. Originaires de plusieurs pays de la sous-région dont la Côte d'Ivoire, les auditeurs sont de la 20<sup>ème</sup> promotion du Programme de formation en GPE. Au nombre de 46, deux auditeurs ont, cependant, été recalés pour n'avoir pas satisfait aux différentes conditions.

Le mercredi 25 février 2021, à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, ils ont officiellement reçu leur diplôme de fin de formation en présence

de plusieurs personnalités du monde universitaire, diplomatique, mais également des parents, amis et du secteur public et privé.

Pendant un an, ces auditeurs ont suivi une formation de haut niveau portant sur la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de programmes et politiques économiques qui leur permet de décrocher aujourd'hui un master en sciences de gestion économique.

La cérémonie a été présidée par le ministre de Fonction Publique, le **Général Issa COULIBALY** qui s'est fait représenter par son Directeur de cabinet adjoint, M. **Moussa DIABATE**. « La

formation constitue un des axes majeurs de la politique du gouvernement », a-t-il rappelé. Cette cérémonie a, par ailleurs, été parrainée en personne par le président de la Cour des comptes, le Professeur **Diomandé KANVALY**. « Les diplômés du programme GPE sont de véritables experts au service de développement économique. Je vous exhorte à faire honneur à vos pays respectifs », a conseillé le parrain de la cérémonie. A l'occasion, il a appelé les diplômés, tout au long de leur parcours, à contribuer à l'émergence d'une administration publique efficace.

**La DGE honorée**

La Direction Générale de l'Economie (DGE) était représentée à ce grand rendez-vous. Six de ses agents ont également reçu leur parchemin de fin de formation. Trois sont issus de la Direction de la Promotion

et de la Coopération Économique Internationale (DPCEI, un du Service de Suivi de Développement du Secteur Public et Parapublic (SSDSPP) et deux de la Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques (DPPSE). Pour la 21<sup>ème</sup>

promotion du programme GPE-Abidjan, deux agents de la DGE sont également attendus.

Depuis sa création, le programme GPE-Abidjan a formé plus de 700 experts originaires de 10 pays de la sous-région.

Source : DGE/SCD

**Les six agents de la Direction Générale de l'Economie**

**Mme DOUKOURE née ADJE Kousson**  
Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques (DPPSE)



**M. N'KAYA Offo Aymar**  
Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques (DPPSE)



**M. KOUADIO Konan Venance**  
Direction de la Promotion et de la Coopération Economique Internationale (DPCEI)



**Mme LEBE née IRA Jocelyne**  
Direction de la Promotion et de la Coopération Economique Internationale (DPCEI)



**M. AHI Tanoh Jean**  
Direction de la Promotion et de la Coopération Economique Internationale (DPCEI)



**M. MENZAN Kouadio Guy-Roland**  
Service de Suivi du Développement du Secteur Public et Parapublic (SSDSPP)

## Dr SAIN Oguié, Directeur Général de l'Economie : « La DGE ambitionne d'être une administration moderne et performante au service du développement de la Côte d'Ivoire »

Dans ce premier numéro du JDGE de l'année 2021, Monsieur le Directeur Général de l'Economie se prononce sur plusieurs sujets qui engagent l'avenir de cette administration stratégique dont il a la charge. Il s'agit, entre autres, des résultats du Plan d'Actions Stratégiques (PAS 2018-2020) et du PAS 2021-2025, des priorités de la DGE en 2021.



Crédit Photo: DGE

Dr. SAIN Oguié, Directeur Général de l'Economie, a pour ambition de faire de la DGE une administration moderne au service du développement de la Côte d'Ivoire.

Une Direction Générale de l'Economie (DGE) connue tant aux plans national qu'international, qui répond aux besoins et aspirations de développement de la Côte d'Ivoire, avec des ressources humaines encore plus compétentes : c'est tout le vœu de Monsieur le Directeur Général de l'Economie, **Dr. SAIN Oguié**. En se confiant au Journal de la DGE (JDGE), le premier numéro de l'année 2021, il ne cache pas ce challenge. « *La DGE ambitionne d'être une Administration moderne et performante au service du développement de la Côte d'Ivoire* », déclare Monsieur le Directeur Général de l'Economie.

Comment arriver à cette administration moderne et performante? Le Directeur Général de l'Economie a sa recette. Pour y parvenir, il annonce une réforme en profondeur du cadre juridique de cette Direction Générale. La réforme va aborder « **des horizons nouveaux et des défis à la hauteur de ses ambitions** », annonce-t-il. Les grandes innovations de ce projet de réformes inscrit dans son agenda concernent en plus de la DGE, les outils de pilotage de l'économie nationale. Il s'agit entre autres, des questions liées au changement de dénomination pour marquer une nette différence avec les structures qui

ont le même sigle, à l'érection de plusieurs services rattachés en Directions Centrales, à l'audit (évaluation) des politiques économiques sectorielles, à l'augmentation du nombre de modèles de prévisions et d'études, à la dématérialisation des données économiques et financières et à la mise en place de bases de données relatives à la coopération régionale et internationale.

**« Ces importantes réformes prennent également en compte la formalisation du secteur informel, la création d'une Direction exclusivement consacrée à la réalisation d'études économiques et la création des Délégations Economiques en Régions »**

En s'ouvrant au JDGE, Monsieur le Directeur Général de l'Economie, **Dr. SAIN Oguié**, a également abordé plusieurs sujets dont les résultats du Plan d'Actions Stratégiques (PAS 2018-2020), le PAS 2021-2025 ainsi que les priorités de la DGE en 2021.

**PAS 2018-2020, « c'est un résultat satisfaisant »**

Se prononçant sur le bilan du PAS 2018-2020, le Directeur Général de l'Economie, **Dr. SAIN Oguié** affiche une mine



Crédit Photo: DGE

Dr. SAIN Oguié, Directeur Général de l'Économie, a engagé la DGE dans la démarche qualité en vue d'obtenir la certification à la norme ISO 9001 Version 2015.

très positive même si des défis demeurent. Comme il le soutient, le bilan du PAS 2018-2020 a été « satisfaisant », malgré les diverses contraintes budgétaires et institutionnelles étroitement liées au contexte socio-politique et sanitaire de la COVID-19.

**“ Le PAS porte sur 96 actions retenues pour sept objectifs stratégiques. Sur ces actions envisagées, 62 ont été réalisées soit un taux de réalisation de 65 % ”**

A la loupe, selon Monsieur le Directeur Général, sur les sept objectifs stratégiques, cinq ont largement été atteints avec des taux allant de 60 à 95%. « Il s'agit bien des objectifs phares, c'est-à-dire ceux transparaissant dans le décret portant organisation du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) tels que le suivi des politiques économiques et stratégies de développement, le suivi de la coopération économique régionale et internationale, le

renforcement du cadre institutionnel », fait-il remarquer.

Le PAS 2018-2020 a été élaboré conformément au Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et au PAS 2017-2020 du MEF axés sur la modernisation de l'économie par la mise en œuvre de réformes économiques et la mobilisation efficace des

ressources de l'Etat. Cependant, des contraintes n'ont pas permis d'atteindre l'ensemble des objectifs. Celles-ci sont d'ordre financier et institutionnel. Tout en rassurant, selon Monsieur le Directeur Général de l'Économie, des discussions sont en cours pour lever ces obstacles. Afin d'atteindre les objectifs assignés, la DGE annonce, sans attendre, un nouveau PAS. Celui-ci s'étend sur la période 2021-2025.

**“ Depuis 2018, la DGE s'est engagée dans la démarche qualité en vue d'obtenir la certification à la norme ISO 9001 Version 2015 ”**

Cette ambition a exigé la définition d'une planification stratégique pluriannuelle et d'une politique qualité. « A l'attention des agents, de prime abord, je réitère d'abord mes félicitations pour les résultats obtenus avec le PAS 2018-2020. Par la suite, je voudrais les encourager à plus d'efforts et d'enthousiasme dans

la mise en œuvre de nos actions afin d'atteindre tous les objectifs que nous nous sommes fixés », lance comme appel, Monsieur le Directeur Général.

### Priorités en 2021

Dr. SAIN Oguié affiche clairement ses ambitions pour 2021. Pour cette année, la communication et la promotion des compétences seront au cœur des grands chantiers. **Aucune organisation ambitieuse ne peut parvenir à un rayonnement stratégique et une prospérité durable si elle n'a pas un système de communication performant et des ressources humaines compétentes**, soutient-il.

Même si « la DGE regorge d'un vivier de compétences indéniables qui lui ont permis de répondre aux différents défis de pilotage de l'économie ivoirienne », pour Monsieur le Directeur Général, sur certains projets tels que la réalisation d'études, de statistiques économiques pointues, il demeure encore des défis.

Relativement à la communication, il rassure qu'un engagement ferme a été pris et des instructions données aux différents responsables de projets à la DGE de mener toutes leurs activités en lien avec le Service de la Communication à l'effet de parvenir à termes, à une visibilité externe de la DGE.

En outre, des dispositions ont été prises pour le renforcement des moyens de communication.

Source : DGE/SCD

## LES RESSOURCES HUMAINES, LA COMMUNICATION ET LA CONDUITE DU CHANGEMENT À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

**A**u cours du séminaire sur les perspectives 2021-2025 du Comité de Direction de la DGE tenu le jeudi 28 janvier 2021 à Abidjan, il est ressorti que le bilan de l'exécution du Plan d'Actions Stratégiques 2018-2020 de la Direction Générale de l'Économie (DGE) est positif, particulièrement celui de 2020.

Cette performance est d'autant plus appréciable qu'elle a été réalisée alors que nous sommes frappés de plein fouet par la crise sanitaire liée à la Covid-19, à l'instar des autres pays du monde.

Pour atteindre ce niveau de performance, malgré les mesures barrières édictées par le Gouvernement pour contrer la propagation du virus, le Directeur Général de l'Économie a combiné à la fois le télétravail des agents et le maintien de la productivité des services.

Ainsi, grâce à une gestion rationnelle du travail des collaborateurs et à l'optimisation du numérique dans le quotidien des agents, ces résultats probants ont été réalisés, permettant à la DGE de maintenir sa place dans le processus de mise en œuvre du Plan d'Actions Opérationnelles du Ministère de l'Économie et des Finances.

Cependant, de nouveaux défis se profilent à l'horizon pour la vision managériale, celle de faire de la DGE une Administration performante, dynamique et en quête de modernisme. *Pour y parvenir, le séminaire a noté la nécessité de concentrer la mission des RH autour de la consolidation des connaissances et la fidélisation des talents au sein de la DGE, comme le recommande fortement le Directeur Général.*

Ainsi, la gestion des Ressources Humaines aura une prééminence dans la mise en œuvre du Plan d'Actions Stratégiques (PAS) 2021-2025, par la promotion des valeurs et une meilleure maîtrise du mouvement des agents en interne.

Par ailleurs, l'arrivée de nouvelles technologies entraîne une véritable révolution dans la gestion des processus de recrutement et de management des équipes. Les services des Ressources Humaines ont un rôle central dans la digitalisation de la DGE. Ils doivent mettre le numérique au service de leurs missions et répondre aux attentes des nouvelles tendances tout en gardant l'humain au centre des préoccupations. Il est important de donner la possibilité aux collaborateurs de suivre le



Les nouvelles technologies entraînent une véritable révolution dans la gestion des processus de recrutement et de management.

mouvement de cette révolution digitale. Il appartient donc au service des ressources humaines de tout mettre en œuvre pour élargir les champs de compétences des collaborateurs, en développant notamment des formations aux nouveaux outils digitaux.

L'on n'a plus besoin de démontrer que le numérique a profondément bouleversé les codes du monde professionnel, et remodelé la gestion des ressources humaines. En pleine pandémie de Covid-19, l'objectif est de créer un nouvel environnement professionnel, qui mêle les qualifications et métiers de la DGE. Les RH deviennent alors la pièce maîtresse de cette nouvelle relation entre l'Administration et ses collaborateurs. Une relation davantage basée sur la formation du Personnel, l'expérience et la participation de tous les services à la définition et la mise en œuvre du PAS 2021-2025.

Dans cette conduite de changement, la communication interne va être renforcée. L'usage des réseaux sociaux professionnels et des supports multimédias adaptés va s'amplifier pour une meilleure sensibilisation des agents de la DGE. En outre, il faudra accentuer la communication externe pour asseoir davantage la visibilité et la notoriété de la Direction Générale de l'économie auprès du grand public en général et de l'ensemble des acteurs socio-politiques et économiques en particulier.

En définitive, les RH, la communication, le numérique et la conduite du changement sont des axes forts autour desquels le Directeur général de l'Économie entend bâtir sa stratégie pour une Administration au service d'une économie performante et dynamique.

**Par Adjémien Coffi Dongo**  
**Conseiller Technique du DGE**

# LE MANAGEMENT DU RISQUE DANS LE PROCESSUS DE CERTIFICATION GLOBALE DE LA DGE (1<sup>ÈRE</sup> PARTIE)



La Direction Générale de l'Economie (DGE) doit avoir un bon management des risques afin de garantir la réussite du processus de certification globale.

**P**our assurer l'atteinte des objectifs dans le cadre des missions qui lui sont assignées, la Direction Générale de l'Economie (DGE) doit prévenir tous les obstacles de nature à empêcher ou ralentir son bon fonctionnement.

Ces obstacles, vus comme des risques qui peuvent menacer la réalisation des activités de la DGE, l'invitent donc à avoir un bon management des risques afin de garantir la réussite du processus de certification globale souhaitée.

Pour ce faire, les outils à la disposition de la DGE pour manager ces risques sont:

- la norme ISO 31000 version 2018, qui fournit des principes, un cadre et des lignes directrices pour gérer toute forme de risque ;
- la norme ISO 9001 version 2015, qui spécifie les exigences relatives au système de management de la qualité et qui traite également du risque.

Les prochains développements, qui constituent la première partie de la thématique, seront relatifs aux considérations théoriques sur la compréhension du

risque et du processus de son management.

## DÉFINITION DU RISQUE SELON LA NORME ISO 31000 VERSION 2018

Selon cette norme, le risque est l' « effet de l'incertitude sur les objectifs. Un effet est un écart par rapport à un attendu. Il peut être positif, négatif ou les deux à la fois, et traiter, créer ou entraîner des opportunités et des menaces. Les objectifs peuvent avoir différents aspects, être de catégories différentes, et peuvent concerner différents niveaux. Un risque est généralement exprimé en termes de sources de risque, événements, potentiels avec leurs conséquences, et leur vraisemblance ».

## RÉSUMÉ DES PRINCIPES ISO 31000 VERSION 2018

La ligne directrice fournit des orientations plus stratégiques et met davantage l'accent sur l'implication de la Direction et l'intégration du management du risque au sein de l'organisme. Elle recommande ainsi de développer une déclaration ou une politique venant confirmer un engagement

en faveur du management du risque en attribuant l'autorité et la responsabilité aux niveaux appropriés de l'organisme et en garantissant que les ressources nécessaires sont allouées au management du risque.

## PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DU MANAGEMENT DU RISQUE

### ◆ Mise en œuvre du cadre organisationnel

Il convient que l'organisme mette en œuvre le cadre organisationnel de management du risque en :

- élaborant un plan approprié comprenant un calendrier et des ressources;
- identifiant où, quand et comment les différents types de décisions sont prises au sein de l'organisme, et par qui ;
- modifiant les processus décisionnels applicables si nécessaire ;
- s'assurant que les dispositions de l'organisme en matière de management du risque sont clairement comprises et mises en œuvre.

Le succès de la mise en œuvre du cadre organisationnel requiert l'implication et la sensibilisation des parties prenantes. Cela permet aux organismes de traiter explicitement de l'incertitude dans la prise de décisions, tout en s'assurant que toute incertitude nouvelle ou ultérieure puisse être prise en compte lorsqu'elle apparaît. Conçu et mis en œuvre de façon appropriée, le cadre organisationnel de management du risque garantira que le processus de management du risque fait partie intégrante.

### ◆ Évaluation du cadre organisationnel

Pour évaluer l'efficacité du cadre organisationnel de management du risque, il convient que l'organisme :

- mesure périodiquement les performances du cadre organisationnel de management du risque par rapport à sa finalité, aux plans de mise en œuvre, aux indicateurs et au comportement attendu ;
- détermine s'il demeure pertinent pour aider à atteindre les objectifs de l'organisme.

### ◆ Amélioration du cadre organisationnel

Il convient que l'organisme surveille en continu et adapte le cadre organisationnel de management

du risque en fonction des changements externes et internes. L'organisme peut ainsi améliorer sa valeur.

Il convient que l'organisme améliore en continu la pertinence, l'adéquation et l'efficacité du cadre organisationnel de management du risque et la façon dont le processus de management du risque est intégré. Lorsque des lacunes ou des opportunités d'amélioration sont identifiées, il convient que l'organisme élabore des plans et définisse des tâches, et les attribue aux responsables de leur mise en œuvre. Une fois mises en œuvre, il convient que ces améliorations contribuent au renforcement du management du risque.

### ◆ Périmètre d'application, contexte et critères

#### • Contexte interne et externe

Le contexte interne et externe est l'environnement dans lequel l'organisme cherche à définir et atteindre ses objectifs. Il convient que le contexte du processus de management du risque soit établi à partir de la compréhension de l'environnement externe et interne dans lequel opère l'organisme et qu'il reflète l'environnement spécifique de l'activité à laquelle le processus de management du risque doit être appliqué.

La compréhension du contexte est importante car :

- le management du risque a lieu dans le contexte des objectifs et des activités de l'organisme;
- les facteurs organisationnels peuvent être une source de risque;
- la finalité et le domaine d'application du processus de management du risque peuvent être corrélés aux objectifs de l'organisme dans son ensemble.

Il convient que l'organisme établisse le contexte externe et interne du processus de management du risque en tenant compte des facteurs mentionnés en 5.4.1.

#### • Critères de risques

Il convient que l'organisme spécifie le niveau et le type de risque pouvant ou non être pris par l'organisme, en fonction des objectifs. Il convient également qu'il définisse des critères permettant d'évaluer l'importance du risque et d'étayer les processus décisionnels.

Il convient que les critères de risque soient alignés sur le cadre organisationnel de management du risque et adaptés à la finalité et au domaine d'application spécifique de l'activité considérée.

Il convient que les critères de risque reflètent les valeurs, les objectifs et les ressources de l'organisme et soient cohérents avec les politiques et déclarations en matière de management du risque.

Il convient que les critères soient définis en tenant compte des obligations de l'organisme et de l'opinion des parties prenantes. Bien qu'il convienne d'établir les critères de risque au début du processus d'appréciation du risque, ces critères sont dynamiques et il convient qu'ils soient revus en permanence et modifiés si nécessaire.

Pour fixer les critères de risque, il convient de prendre en compte les éléments suivants:

- la nature et le type d'incertitudes pouvant avoir une incidence sur les résultats et les objectifs (tangibles et intangibles);
- la façon dont les conséquences (positives et négatives) et la vraisemblance seront définies et mesurées;
- les facteurs liés au temps;
- la cohérence dans l'utilisation des mesures;
- la méthode de détermination du niveau de risque;
- la façon dont les combinaisons et séquences de plusieurs risques seront prises en compte.

### QUE NOUS EXIGE LA NORME ISO 9001 VERSION 2015 DANS LE CADRE DE NOTRE DEMARCHE QUALITE ?

#### ◆ Approche par les risques (0.3.3)

L'approche par les risques est essentielle à l'obtention d'un système de management de la qualité efficace. Le concept d'approche par les risques qui comprend, par exemple, la mise en œuvre d'une action préventive pour éliminer des



La DGE est engagée dans un processus de certification à la norme ISO 9001 version 2015.

non-conformités potentielles, l'analyse de toute nonconformité se produisant et la mise en œuvre des actions appropriées adaptées aux effets de la nonconformité visant à éviter sa réapparition, était implicite dans les éditions précédentes de la présente Norme internationale.

Pour se conformer aux exigences de la présente Norme internationale, un organisme doit planifier et mettre en œuvre des actions face aux risques et opportunités. La prise en compte à la fois des risques et des opportunités sert de base pour améliorer l'efficacité du système de management de la qualité, obtenir de meilleurs résultats et prévenir les effets négatifs.

Des opportunités peuvent naître d'une situation favorable à l'obtention d'un résultat attendu, par exemple un ensemble de circonstances permettant à l'organisme d'attirer des clients, de développer de nouveaux produits et services, de réduire les rebuts ou d'améliorer la productivité. Les actions à mettre en œuvre face aux opportunités peuvent également inclure la prise en compte des risques associés. Le risque est l'effet de l'incertitude et une telle incertitude peut avoir des effets positifs ou négatifs. Un écart positif engendré par un risque peut offrir une opportunité, mais les effets positif d'un risque ne traduisent pas tous par des opportunités.

**Source : DGE/SQN**

## LE DEVOIR DE RÉSERVE DU FONCTIONNAIRE

**L**es fonctionnaires et les agents contractuels sont tenus au devoir de réserve dans l'expression écrite et orale de leurs opinions personnelles.

Cette obligation découle des dispositions pertinentes de la loi n°92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction Publique et des textes subséquents.

### I. Définition

Le droit de réserve impose aux agents publics d'éviter en toutes circonstances, les propos ou les comportements susceptibles de porter atteinte à l'image de marque et à la considération du service public par les usagers.

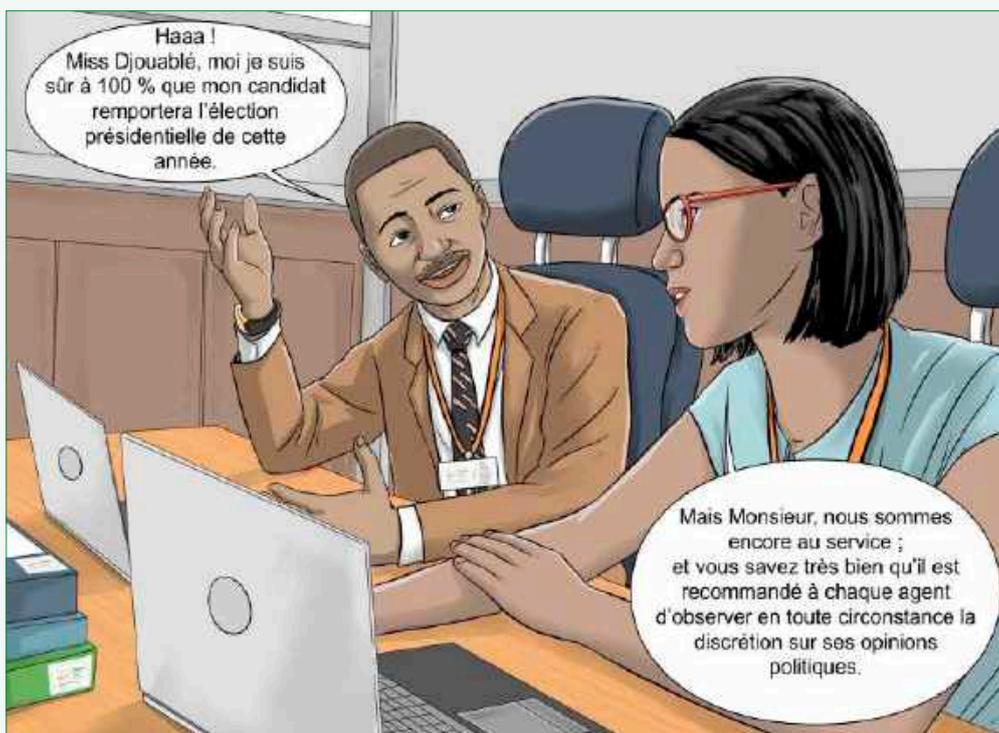
Cette obligation de réserve porte moins sur le contenu des opinions émises (la liberté d'opinion étant reconnue aux agents publics) que sur leur mode d'expression.

Elle s'applique pendant et en dehors du service et le manquement à l'obligation de réserve est appréciée par l'autorité hiérarchique au cas par cas.

### II. Critères d'application

Le devoir de réserve s'applique plus ou moins rigoureusement selon les critères suivants :

- la place dans la hiérarchie, les hauts fonctionnaires étant jugés plus sévèrement ;
- les circonstances dans lesquelles un agent public s'est exprimé ;
- la publicité donnée aux propos, si l'agent s'exprime dans un journal local ou dans un média national ;
- les formes de l'expression, si l'agent a utilisé ou non des termes injurieux ou outranciers.



### III. Agents concernés

Le droit de réserve concerne toutes les catégories de personnels :

- les fonctionnaires et agents en service ;
- les retraités ;
- les fonctionnaires non titulaires ;
- les fonctionnaires suspendus de leurs fonctions ou en disponibilité ;
- les fonctionnaires stagiaires.

Le devoir de réserve peut être levé par décision expresse de l'autorité hiérarchique.

L'obligation de discrétion concerne également les documents non communicables aux usagers.

En vue de faire de la Direction Générale de l'Economie (DGE), une administration moderne et performante au service du développement de la Côte d'Ivoire, tous les agents doivent inscrire leurs actions et comportement dans le cadre tracé par loi et notamment ce, conformément à l'obligation de réserve.

**Source: SAJRE / DGE**

## LUTTE CONTRE LE COVID-19

### La Côte d'Ivoire reçoit 504.000 doses de vaccin

**C**ertes, il y a encore du travail à faire pour éradiquer la maladie à Coronavirus (Covid-19), mais déjà les autorités ivoiriennes peuvent pousser un ouf de soulagement. Le vendredi 26 janvier 2021, elles ont officiellement reçu, à l'aéroport international **Félix HOUPHOUËT-BOIGNY** de Port-Bouët, à Abidjan, 504.000 doses du vaccin AstraZeneca/Oxford et 505 000 seringues.

Vu l'importance de cet événement, les plus hautes autorités ont effectué le déplacement ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers du pays pour réceptionner « le précieux liquide ». Elles avaient à leur tête Monsieur **Patrick ACHI**, en son temps Ministre d'Etat, Secrétaire Général de la Présidence, aujourd'hui Premier Ministre et Chef du Gouvernement, représentant le Président de la République.

Ces vaccins ont été produits sous licence par le *Serum Institute of India (SII)* en Inde. Il s'agit du deuxième lot expédié et livré en Afrique par le mécanisme COVAX dans le cadre d'un effort sans précédent pour fournir au moins deux milliards de doses de vaccins contre la Covid-19 d'ici la fin 2021. Après le Ghana, la Côte d'Ivoire devient ainsi le deuxième pays africain à recevoir des doses de vaccin contre la Covid-19 acheminées via le mécanisme COVAX.

« **La Côte d'Ivoire est heureuse**



La Côte d'Ivoire a reçu 504.000 doses de vaccin.

**et fière d'être le deuxième pays africain après le Ghana à bénéficiaire des vaccins fournis à travers la facilité COVAX. Cela est une importante étape dans notre lutte commune contre l'ennemi commun qu'est la Covid-19. Les vaccins que nous venons de réceptionner ce jour, vont nous permettre de contenir la pandémie et d'améliorer la santé de nos populations »,** s'est félicité Dr **Eugène AKA AOUELE**, anciennement Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique à la réception des vaccins. Depuis le 6 avril 2021, il a été nommé au poste de Président du Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel.

Aussitôt les vaccins reçus, les autorités ont procédé depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021, à la 1<sup>ère</sup> phase de vaccination. Celle-ci se déroule, pour le moment, à Abidjan, l'épicentre de la maladie, plus précisément au Palais des sports de Treichville. Les premières

cibles sont le corps médical, les enseignants et les forces de défense et de sécurité. Le second groupe est composé des personnes de plus de 50 ans, des porteurs de pathologies chroniques et des voyageurs.

Par la suite, la vaccination sera étendue à la population carcérale et aux personnes âgées de 18 à 49 ans. L'objectif, à terme étant, de vacciner 19,6 millions de personnes, soit environ 69,3% de la population totale. Toujours dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, le vendredi 5 mars 2021, la République de l'Inde mettait à la disposition de la Côte d'Ivoire, 50000 doses de vaccin.

Pour rappel, c'est en mars 2020 que le premier cas de COVID-19 a été identifié en Côte d'Ivoire. Presqu'un an après, à la date du 7 mars 2021, le pays comptait 35 187 cas d'infection dont 32 708 guéris, 2 277 cas actifs et 202 décès.

**Sources : SCD, CICG, fratmat.info, news.un.org**



Au coeur de l'Économie